



**CSR
Occitanie**

Défense de la Sécu: retrouvons nos repères de classe

csr.occi@gmail.com

Le gouvernement s'attaque à la sécurité sociale, en annonçant la disparition des cotisations sociales (santé et chômage).

Elles seront remplacées par une augmentation de la CSG de 1,7 %.

L'augmentation modérée du salaire net sera compensée par l'augmentation correspondante de l'impôt sur le revenu. La hausse de salaire sera négligeable. Cette disposition n'a donc rien à voir avec une hausse, intéressante ou non, de la rémunération. C'est un tour de magie.

L'enjeu est ailleurs, au cœur de la lutte des classes !

Le fond de l'attaque: charité bourgeoise contre solidarité ouvrière

Ce que le gouvernement souhaite opérer c'est une reconfiguration de la Sécu, pour la faire passer d'un dispositif de solidarité de classe autonome, vers une aide d'État, sur le modèle de la charité. En réalité, cette stratégie est déjà bien avancée, c'est celle que défendent les capitalistes depuis la création de la Sécu.

Les points clefs de ce changement ont été l'entrée de l'État et des patrons du privé dans la gestion de la Sécu, et la mise en place de la CSG. Cet impôt, la «Cotisation Sociale Généralisée» sert à financer la Sécu, ce qui signifie déjà un glissement vers un dispositif d'État. Puisqu'à ses origines, la Sécu n'est pas financée par la fiscalité, mais uniquement par les cotisations issues du travail. C'est donc du salaire mis en commun pour tous les travailleurs solidaires entre eux !

La protection des privés d'emploi est déjà, et depuis longtemps, divisée entre deux régimes:

- une assurance chômage analogue au fonctionnement de la Sécu (fonctionnant sur la cotisation à des caisses autonomes et la redistribution)
- le RMI, puis RSA, dispositif d'État.

C'est bien sur ce type de fonctionnement que la bourgeoisie voudrait orienter la protection sociale.

Si le financement des branches se fiscalise de fait les fonds appartiennent légitimement à l'État qui en sera à terme le gestionnaire

principal. Ainsi donc chômage, maladie (et un jour les autres branches) seraient de fait intégrés à l'État capitaliste, et deviendraient des outils de charité bourgeoise à la manière du RSA.

La Sécu c'est socialiste !

La Sécurité sociale est bien plus qu'un droit qui permet aux prolétaires de mieux vivre dans la société bourgeoise, et de se prémunir contre les situations d'impossibilités de travailler (à cause de la vieillesse, de la maladie, d'une difficulté à trouver un emploi,...) et donc de gagner de quoi vivre.

Son fonctionnement, basé sur la solidarité, sur la mise en commun, et sur l'attribution de salaires à qui en a besoin, est un contre-modèle face au fonctionnement de l'économie capitaliste. Sortons donc nous du crâne l'idée que l'on doit cotiser pour mériter des droits, ou que la Sécu ne doit pas être «déficitaire». Tout cela ne relève que du point de vue capitaliste, qui considère la Sécurité sociale comme une sorte d'entreprise qui devrait être rentable (pour eux).

Du point de vue des bourgeois la Sécu est un horreur, et c'est bien normal, car elle illustre un autre type de société. Une société qui considère qu'il y a assez de richesses pour la partager et que tout le monde peut en vivre dignement. Tout son dispositif n'est profitable qu'à la société dans son ensemble, et ne prévoit pas que des particuliers puissent spécialement en tirer un profit.

C'est ce qui irrite les bourgeois, car des fonds massifs sont brassés par les caisses, sans qu'aucun patron n'y gagne quoi que ce soit. Ils perçoivent cela comme une perte, car ces richesses n'alimentent pas l'économie capitaliste. Ils préféreraient que les cotisations aillent dans leurs poches (épargne salariale, assurances vie, ...), et que les prolétaires leur confient leur épargne pour s'assurer en cas de coup dur.

La Sécu est donc (ou était dans sa forme d'origine) une sorte de «bug», un bout de Socialisme inséré de force dans le système capitaliste. (Pas exactement une réforme, puisqu'elle ne constitue pas l'évolution d'une institution bourgeoise, mais la mise en place d'une institution originale.)

Il s'agit donc d'un élément profondément politique. La forme que la bourgeoisie voudrait donner aux protections sociales, celle qu'a déjà le RSA, celle de la charité, est profondément différente. Les bénéficiaires y auraient un statut de faibles ou de «pauvres», aidés par l'État. A l'opposé de prolétaires en difficulté mais aidés par la solidarité des autres prolétaires. Sans recours à la «générosité» intéressée des patrons et de leur État pour assurer la paix sociale. Avec la Sécu on n'est pas assisté mais intégré à une solidarité de classe.

Les prolétaires hors emploi constituent une «armée de réserve industrielle», que la bourgeoisie gère comme un paramètre de l'économie. Car ces réserves d'employés potentiels permettent de faire pression sur les conditions de travail. On accepte plus facilement de courber l'échine quand on sait que l'on est facilement remplaçable (vue le nombre de personnes qui postulent), et que l'on sait que l'on aura du mal à retrouver un emploi. De même quand on est en galère on accepte plus facilement de mauvaises conditions, quand un patron promet de nous embaucher.

La bourgeoisie a donc tout intérêt à maintenir la pression en gérant une population exclue de l'emploi, et donc à gérer aussi les dispositifs qui assurent sa survie. Dans ce cadre il faut donc se méfier des versions de Gauche de cette stratégie, du type «revenu universel». D'une manière ou d'une autre elles reviennent à une gestion d'un niveau de vie basique assuré par l'État. Elles restent une sorte de charité généralisée où il n'y

a plus de solidarité entre les travailleurs.

La Sécu est un outil révolutionnaire, une sorte d'embryon de socialisme. Il correspond en tout point à la «double besogne» du syndicalisme révolutionnaire.

C'est à la fois un outil de résistance à l'exploitation capitaliste, et une perspective d'émancipation pour construire une autre société, où l'économie fonctionnerait sur les principes qui sont déjà ceux de la Sécu : solidarité, partage des richesses pour répondre aux besoins sociaux, et pas aux intérêts égoïstes.

Des éléments comme par exemple le «Réseaux salariat» ou le film «La sociale» mettent l'emphase sur la Sécu, son intérêt, ses principes. Et c'est une bonne chose. Mais cela ne doit pas nous faire oublier nos responsabilités. La Sécurité sociale existe par et pour le prolétariat. Elle trouve ses racines dans des pratiques de solidarité concrètes, comme les caisses de grèves ou les premières sociétés de secours mutuels qui étaient gérées par les travailleurs.

La seule force qui peut défendre la Sécu c'est la classe qui en est à l'origine, et qui en bénéficie. L'organisation de cette classe c'est le syndicat confédéré. La défense de la Sécu dans ces aspects immédiats et révolutionnaires passe par le renforcement des organisations syndicales. C'est la seule façon de virer les patrons et bureaucrates d'État de sa gestion.

Pour la défense de la Sécu, mais aussi des conventions collectives, des conditions de travail, etc... Et pour se donner une chance de peser et de construire le Socialisme:

Il faut se syndiquer en masse et intervenir pour que le syndicalisme fonctionne comme outil de classe. C'est ta responsabilité d'agir au lieu d'attendre qu'un élu ne le fasse à notre place! On ne défendra pas la Sécu avec des «citoyens» inorganisés, avec des petits groupes de militants isolés ou avec des actions radicales ponctuelles et individualistes.